

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 148 (2003)
Heft: 11

Inhaltsverzeichnis

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Novembre 2003

	Pages
Editorial	
A propos du G8	3
G8/Police	
Après le G8, d'impérieux besoins de réforme	6
1-3 juin 2003: le Sommet d'Evian	11
Entretien avec le commandant de la police genevoise	15
G8, Genève, je t'aime moi non plus	16
La police genevoise n'est pas commandée par un colonel Astiz	18
G8/Service d'appui	
G8: les Forces aériennes en action	20
Mise au point	
A propos de la «réformite» à connotation financière	23
Armée XXI	
De la division territoriale à la région territoriale	24
Service sanitaire	
Professions médicales et service sanitaire coordonné (2)	27
Recrutement XXI	
Bilan après cent jours	31
Terrorisme	
Le terrorisme nucléaire	36
Armées étrangères	
Les forces armées des Etats-Unis (7)	41
Comptes-rendus	
Livres à offrir ou à se faire offrir	46
Nouvelles brèves	52
Revue des revues	55
SSO: comité central	I-II
RMS-Défense Vaud	III-VI

A propos du G8

Le président Chirac a choisi Evian pour y organiser le G8 et les autorités françaises ont tout fait pour que le Sommet se tienne dans les meilleures conditions possibles, même si le site n'est pas l'idéal pour un telle rencontre dans le domaine des transports et, surtout, de la sécurité: navigation sur le lac Léman, petites routes et sentiers de montagne, frontière entre la France et la Suisse, mesures forcément du ressort de deux Etats souverains. Mais les Français n'avaient pas à se préoccuper des problèmes que pose le fédéralisme suisse dans le domaine de la sécurité intérieure!

Pas moins de 15000 hommes et femmes, des policiers relevant du ministère de l'Intérieur, des gendarmes relevant du ministère de la Défense, l'unité d'élite «Recherche - Assistance - Intervention - Dissuasion» (RAID), le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), le Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN), des militaires des armées de Terre et de l'Air, des pompiers avaient pour mission de rendre sûre une zone découpée en quatre secteurs aux niveaux de contrôle différenciés.

L'ordre de bataille et l'organisation du commandement, résultats d'une longue expérience dans le domaine, se sont avérés clairs et cohérents. On ne peut pas en dire autant de la voie hiérarchique mise en place en Suisse où des milliers de gendarmes, renforcés par un millier de leurs collègues allemands, 5800 militaires avaient été mis sur pied.

Si le fédéralisme, dans notre pays, complique forcément les choses, il ne faut pas le rejeter

comme le bébé avec l'eau du bain, mais le revoir et le réformer, afin de clarifier les compétences respectives de la Confédération, des cantons et des communes dans le domaine de l'ordre public et de la sécurité, de disposer des organes habilités à prendre rapidement des décisions dans un cadre légal clair. Ce n'est pas la collaboration police - armée qui pose problème! Elle a été testée à maintes reprises à l'occasion de conférences internationales à Genève et, jadis, de la garde des aéroports de Zurich et de Cointrin.

Pendant le G8, ce qui apparaît le plus grave, c'est l'impéritie d'un gouvernement genevois dont des membres, incapables d'oublier leur sensibilité politique «différente», négocient des accords fumeux avec les «altermondialistes», donnent des ordres contradictoires aux forces de l'ordre pendant les émeutes et gênent leur travail. Le président socialiste du gouvernement, en octobre très énergique en paroles contre les manifestations de mécontentement des gendarmes genevois,